

<https://www.pressegauche.org/Agences-de-placement-la-CSN-se-rejouit-d-un-reglement-attendu-depuis-longtemps>



Agences de placement : la CSN se réjouit d'un règlement attendu depuis longtemps

- Communiqués -



Date de mise en ligne : mercredi 10 avril 2019

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

MONTRÉAL, le 10 avril 2019 - Près d'un an après l'adoption du projet de loi 176 modifiant la Loi sur les normes du travail, la CSN se réjouit du règlement publié aujourd'hui par le gouvernement du Québec qui vient enfin en activer les principales mesures visant à encadrer les agences de placement et les agences de recrutement de travailleurs étrangers temporaires.

« Nous saluons la décision du gouvernement de venir encadrer le Far West qu'était devenu le secteur des agences de placement de personnel et des agences de recrutement des travailleurs temporaires étrangers, de déclarer Jacques Létourneau, président de la CSN. Enfin, le gouvernement impose aux entreprises d'offrir les mêmes conditions salariales au sein d'un même milieu de travail, et ce, peu importe de quelle façon la personne a été embauchée. »

Pour la CSN, l'obligation imposée aux employeurs d'offrir les mêmes salaires au personnel d'agence constitue un pas dans la bonne direction afin de répondre aux défis occasionnés par les pénuries et la rareté de main-d'oeuvre.

« Alors que les entreprises peinent à recruter la main-d'oeuvre dont elles ont besoin, il est pour le moins surprenant que le gouvernement soit obligé de les forcer à offrir les mêmes conditions salariales à tout le monde, affirme Jacques Létourneau. On aurait préféré que les employeurs se rendent à l'évidence plus tôt. Mais bon, pour le mouvement syndical, il s'agit de l'aboutissement logique d'une bataille que nous menons depuis longtemps. »

Enfin, la CSN se réjouit que les entreprises soient dorénavant déclarées solidairement responsables des obligations pécuniaires envers le personnel d'agences en cas de fermeture ou de faillite de ces dernières.

La centrale syndicale analysera néanmoins le règlement en profondeur et se réservera la possibilité de faire les représentations appropriées auprès du gouvernement.